



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Transports-de-Cigeo-un-nouveau-front-pour-les>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°83 > **Transports de Cigéo : un nouveau front pour les antinucléaires !**

9 avril 2020

Transports de Cigéo : un nouveau front pour les antinucléaires !

Si le projet est autorisé, les travaux de Cigéo seraient titanesques et c'est tout un territoire qui serait transformé, voire à terme, rayé de la carte. En plus des installations souterraines et de surface, de nombreux projets connexes sont au programme : modifications et constructions de routes et ouvrages d'art, raccordement aux réseaux ferré, d'eau, de gaz et d'électricité. À lui seul le chantier des lignes et installations ferroviaires serait colossal et commencerait dès 2020. Focus sur un nouveau front qui s'ouvre pour les antinucléaires.



Des transports de déchets... et de matériels

Les déchets qui pourraient être accueillis à Cigéo sont actuellement disséminés. Leurs producteurs et l'Andra ont prévu que la majorité serait transportée en train depuis leurs sites d'entreposage actuels.

Dans le cadre d'un projet aussi faramineux, les transports ne se limiteront pas aux seuls déchets radioactifs. Personnel et matériel - nécessaires aussi bien à la construction des divers infrastructures de Cigéo qu'à l'exploitation du site - impliquent à leur tour des transports incessants (trains chargés de matériel, voitures, camions, engins de chantier, convois exceptionnels, etc.).

DES NUISANCES SUR TOUTE LA LIGNE

Impact sur le cadre de vie et le paysage, sur le foncier
Impact sur la santé et la sécurité de la population pendant le chantier : nuisances sonores, poussières, va-et-vient incessants de camions et de trains.
Risques d'irradiation, risques d'accident...

L'inventaire de ces convois représentera pour certains l'équivalent de plusieurs centrales roulantes !

Des grandes villes comme Commercy, Bar-le-Duc, Caen, Rouen, Valence, Lyon, Dijon et la région Ile-de-France, seraient régulièrement traversées.

Dans une opacité totale : ni la population, ni les élus ne seront tenus informés du passage des convois.

Un chantier colossal sur les rails

L'Andra et la SCNF prévoient dans un premier temps de raccorder Cigéo au réseau ferré national, via la gare de Nançois-Tronville, située sur la ligne Paris-Strasbourg. Pour cela, SNCF Réseau, qui en est le maître d'ouvrage, doit réaliser la rénovation d'une ligne qui va jusqu'à Gondrecourt-le-Château sur 36 km.

Une "Installation terminale embranchée" (ITE), comprendrait une voie ferrée de 14 km de long, une plateforme multimodale, dite conventionnelle, sur une ancienne friche industrielle, un terminal conventionnel pour le fret des matériaux sur la zone descenderies et un terminal nucléaire intégré à Cigéo pour l'acheminement des déchets nucléaires (l'équivalent du terminal de Valognes dans la Manche).

Sur le terrain, même si ces projets ne sont pas encore autorisés, des travaux préparatoires, par exemple nettoyage ou défrichage, ont déjà commencés.

Des centaines de trains Castor pendant 100 ans

Le scénario actuel pour évaluer l'inventaire des transports de Cigéo se base sur la poursuite de la production électronucléaire et une durée de fonctionnement de 50 ans de l'ensemble des réacteurs et des installations de combustibles.

Les expéditions pourraient débuter à partir de 2031, avec cinq convois ferrés par an, qui se multiplieront de manière exponentielle pour atteindre un pic de 50 à 60 par an de 2055 à 2070 [1].

Alors que la lutte contre l'enfouissement est aujourd'hui lourdement réprimée et que la zone de Bure est militarisée et sous surveillance policière permanente, la perspective de ces chantiers ferroviaires ouvre un front nouveau pour les antinucléaires. Mobilisations, actions juridiques et porte-à-porte auprès des riverains pour les sensibiliser aux risques et à leurs droits face à l'Andra ; dans les mois à venir de nombreuses actions seront programmées. On ne manquera pas de vous tenir informés !

Laura Hameaux

Notes

[1] Les déchets militaires actuellement entreposés à Valduc représenteraient à eux seuls 100 camions entre 2065 et 2075.